



la déclaration pour exiger la libération de Gubad Ibadoghlu.

Nous, les organisations soussignées, sommes profondément préoccupées par la poursuite de l'emprisonnement du Dr Gubad Ibadoghlu. Nous demandons au gouvernement d'Azerbaïdjan de le libérer immédiatement et appelons les entreprises et les institutions internationales ayant des liens avec l'Azerbaïdjan à user de leur influence pour s'assurer qu'il soit traité humainement et libéré immédiatement.

Gubad Ibadoghlu est un défenseur infatigable et dévoué de la gouvernance responsable des ressources naturelles et de la responsabilité des industries extractives en Azerbaïdjan, dans les pays d'Asie centrale et dans le monde. Il a été représentant de la société civile au Conseil d'administration international de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) de 2013 à 2019.

Gubad Ibadoghlu a été violemment détenu le 23 juillet sur la base d'accusations forgées de toutes pièces de développement, d'acquisition ou de vente de grandes quantités d'argent ou de titres contrefaits. Le 24 juillet, le tribunal azerbaïdjanais l'a placé en détention provisoire pendant 3 mois et 26 jours jusqu'à son procès. Par la suite, les autorités azerbaïdjanaises ont porté de nouvelles accusations criminelles contre le Dr Ibadoghlu, tentant de l'affilier à un groupe religieux extrémiste.

Ces accusations semblent n'être rien d'autre qu'une tentative de le réduire au silence; en représailles de sa critique pacifique du gouvernement azerbaïdjanais.

La santé du Dr Gubad Ibadoghlu s'est rapidement détériorée au cours des 50 derniers jours. Selon les déclarations de ses avocats, le Dr Ibadoghlu a perdu 15 kg depuis le début de sa détention. Il s'est vu refuser des médicaments et des traitements pour son diabète, son hypertension, son anévrisme aortique et sa fatigue chronique. Une action urgente est nécessaire pour s'assurer qu'il ne développe pas d'autres problèmes de santé en prison. Malgré cela, les pétitions soumises par ses avocats pour transformer sa détention en une



assignation à résidence où il pourrait être soigné et sa santé surveillée n'ont pas été acceptées.

Le Comité international de la Croix-Rouge a demandé à rendre visite au Dr Ibadoghlu, mais une rencontre doit encore être organisée par les autorités. Entre-temps, les proches parents du Dr Ibadoghlu ont été interdits de quitter le pays, même s'ils n'ont rien à voir avec l'affaire criminelle ouverte contre lui.

Selon certaines informations, le Dr Ibadoghlu a rencontré des obstacles pour accéder à son avocat et n'a pu le rencontrer en privé que le 27 juillet, soit quatre jours après son arrestation. Nous comprenons qu'une procédure disciplinaire a été engagée contre l'avocate du Dr Ibadoghlu, Zibeyda Sadygova, par l'Ordre des avocats, mais qu'elle a été abandonnée par la suite.

Un espace civique libre et ouvert - où les droits humains et l'État de droit sont respectés - est essentiel pour assurer la prospérité et le développement dans les pays où des ressources naturelles sont extraites. Un environnement commercial stable et fructueux dépend également du respect des libertés civiles.

Nous demandons instamment au gouvernement d'Azerbaïdjan de prendre des mesures pour assurer la libération immédiate et inconditionnelle du Dr. Gubad Ibadoghlu et nous demandons aux autorités azerbaïdjanaises de lui fournir immédiatement les médicaments et le traitement dont il a besoin. Nous demandons également que les droits du Dr Ibadoghlu, de sa famille et de ceux qui le soutiennent et le représentent soient respectés et ne fassent pas l'objet de représailles.

Nous demandons aux entreprises internationales ayant des intérêts commerciaux en Azerbaïdjan (notamment BP, Equinor, ExxonMobil, Itochu, Inpex, Molgroup, Turkish Petroleum, Abu Dhabi National Oil Company et ONGC Videsh) et aux institutions financières internationales (telles que la Banque Mondiale, la BERD, le FMI et la Banque Asiatique de Développement) d'user de leur influence pour obtenir la libération et le traitement adéquat du Dr Gubad Ibadoghlu et pour le respect des libertés civiles et de l'État de droit en Azerbaïdjan.